

Je passe maintenant à la question du logement afin de signaler que nous sommes en voie de rattraper le temps perdu. Un honorable député me disait aujourd'hui qu'il n'en est pas ainsi à Vancouver et je ne suis pas en mesure de le contester. Mais je sais qu'à Toronto nous rattrapons le temps perdu. L'an dernier, nous avons aménagé 12,000 logements et, à l'heure actuelle, les maisons coûteuses ne se vendent plus du tout. On cherche à s'en débarrasser. La demande se porte vers les logements à bon marché et, chaque année, nous aménageons un grand nombre de logements familiaux. La demande de logements à bon marché,—par logements à bon marché, j'entends des habitations moins coûteuses que celles qui sont offertes actuellement,—continuera d'être élevée. Dans bien des cas, en ce moment, le prix des maisons est trop élevé en comparaison du salaire des acheteurs.

Je ne voudrais pas cependant donner l'impression que la construction des maisons fléchit. J'affirme cependant que nous devrions être en mesure d'aménager des maisons de \$11,000 ou \$12,000 environ, ce qui voudrait dire des versements modérés pour les personnes à salaires moyens. Quand on dépasse cette limite, on cesse de fabriquer des maisons pour ceux qui en ont vraiment besoin et les ventes diminuent.

Il serait préférable de bâtir des maisons de \$10,000 et il se peut que, dans certaines parties du pays, on y réussisse. Actuellement, cependant, ce n'est pas le cas à Toronto. Les lots d'habitation à bon marché se vendent et se vendent bien, mais on note un certain ralentissement en comparaison d'il y a deux ans. Ce ralentissement est dû à ce qu'un plus grand nombre de personnes capables d'en faire l'acquisition ont pu les acheter, ce qui a entraîné une diminution de la demande.

À propos du logement, personne, je crois, ne peut nier l'importance de l'industrie du bâtiment, parce qu'elle emploie plus de travailleurs que n'importe quelle autre dans le pays. On emploie plus de matériaux de construction qui fournissent, à leur tour, la possibilité de fournir de l'emploi à de nombreuses industries. Si nous commettons une erreur dans le domaine de l'habitation, de façon à disposer d'une multitude de maisons qui, en fin de compte, se vendraient de plus en plus difficilement d'ici cinq ou dix ans, ce serait adopter une politique particulièrement inepte. Mais c'est ce que veulent faire, sans la moindre hésitation, mes amis les cécéfistes.

En ce qui concerne l'habitation, je dirai encore qu'il y a, au Canada, bien peu de localités qui fassent preuve d'autant de sagesse que ma propre ville, lorsqu'il s'agit de supprimer le taudis, et je ne le dis pas

d'un point de vue égoïste. Je sais que le mot "taudis" a été biffé et qu'on parle aujourd'hui de "zones décrépites". Quant à moi, je les considère toujours comme des taudis. L'entreprise de Regent Park, à Toronto, a été une initiative que beaucoup de localités pourraient fort bien imiter et qui pourrait prendre bien plus d'ampleur à Toronto. Je suis sûr qu'il en sera ainsi. Les ramifications en cause sont tellement considérables qu'on ne peut s'attendre que j'entre dans tous les détails. Je me borne à dire que bien des gens de Toronto, qui entretenaient des doutes à ce sujet, sont assez unanimement en faveur de ce qu'on appelle cette élimination des taudis. Je suis allé dans quelques villes canadiennes qui n'ont jamais reconnu qu'elles avaient des taudis; mais, autant que j'aie pu le constater, elles auraient pu facilement l'admettre et commencer à supprimer ces régions à l'abandon.

Une autre chose s'en vient. Elle peut offrir une des solutions au problème, bien qu'elle ne soit guère bien vue de beaucoup de personnes à l'esprit plutôt capitaliste. Il s'agit du salaire annuel garanti. Dès qu'on parle des salaires annuels garantis, on se dit: "Oh! quelle chose horrible! comment peut-on songer à une telle horreur!" Mais je me rappelle des choses qui se sont produites il y a vingt ans et que nous trouvions horribles. Nous les trouvions bien terribles, pourtant elles existent maintenant. Et je ne serais pas étonné que dans 10 ou 15 ans d'ici, le salaire annuel garanti soit reconnu, comme il l'est en Suède. Nous savons que la Suède, bien qu'elle soit socialiste, n'est pas considérée comme communiste. On ne la considère pas comme étant subversive. Elle a certainement une économie libre. Mais son régime de salaires annuels garantis remonte aux années 30.

Je ne donne pas à entendre que le moment est venu d'avoir des salaires annuels garantis au Canada ni que nous aurons ce régime. Je déclare pourtant qu'il ne faut jamais se gausser des mesures qui peuvent concourir à l'équité et à la permanence de l'économie du Canada. Ces choses ne se produisent pas parce qu'elles sont stupides, mais parce que quelqu'un y croit. Il se peut fort bien aussi que certains, dont plusieurs se moquent aujourd'hui du salaire annuel garanti, expliqueront à leurs enfants, dans 20 ans d'ici: "Mais oui, nous avons un tel régime; depuis toujours, n'est-ce pas?"

Personne ne sait ce qui arrivera. Les gens ridiculisent de telles mesures, qui finissent pourtant par être adoptées. Jusqu'à un certain point, elles sont inévitables, quand l'économie y est préparée. Je ne dis pas que l'économie puisse supporter maintenant le régime des salaires annuels garantis. Mais les députés doivent admettre, j'en suis sûr,